

La formation professionnelle et technique, un levier pour le développement économique d'Haïti

Samuel Pierre

Au cours de la dernière décennie, beaucoup d'investissements ont été consentis dans le secteur de la formation professionnelle et technique en Haïti, notamment par des bailleurs de fonds internationaux. Toutefois, force est de constater que le secteur n'a pas pu se développer avec la vigueur qui permettrait au pays de bénéficier d'une main-d'œuvre qualifiée et expérimentée pour son développement. Pourtant, ce ne sont pas les occasions et les défis qui manquent : une jeunesse haïtienne nombreuse qui cherche désespérément des établissements postsecondaires pour l'accueillir à la fin des études secondaires, des entreprises locales de divers secteurs qui font appel à des techniciens qualifiés venant de l'extérieur du pays pour occuper certains postes, des écoles et des centres de formation professionnelle de plus en plus structurés et spécialisés qui n'arrivent pas à placer sur le marché du travail les cohortes d'étudiants qu'ils forment, un Institut national de formation professionnelle (INFP) qui manque cruellement de moyens pour s'acquitter de sa mission de régulateur du secteur, un secrétariat d'État à la formation professionnelle qui peine à trouver une orientation stratégique et un plan opérationnel pour dynamiser le secteur. La principale difficulté vient du fait qu'il n'y a pas encore un arrimage efficace entre les besoins du marché du travail haïtien et les programmes de formation offerts par les établissements d'enseignement supérieur. Comment remédier à cette situation ?

Quand on analyse le système éducatif haïtien, on observe que la formation professionnelle est traitée en parent pauvre tant par les pouvoirs publics, qui doivent lui fournir les moyens essentiels à son fonctionnement, que par les entreprises, qui ne cherchent pas à faire connaître leurs besoins de compétences et de main-d'œuvre pour influencer l'offre de formation des établissements d'enseignement du secteur. Dans plusieurs pays – particulièrement en Allemagne, en Belgique, au Canada et en Suisse –, la formation professionnelle et technique est très valorisée socialement et bénéficie d'une attention soutenue aussi bien de l'État que du secteur privé. Ainsi, un très grand nombre de jeunes en quête de formation choisissent ce secteur de manière prioritaire, et non comme dernier recours lorsqu'ils n'ont pas été acceptés dans les programmes universitaires auxquels ils aspiraient. Une fois diplômés, ces jeunes

sont très prisés sur le marché du travail, qui leur offre des emplois de qualité leur permettant de bien gagner leur vie. Des passerelles sont également aménagées afin que ces diplômés de la formation professionnelle puissent poursuivre leurs études à l'université s'ils le souhaitent, toujours en fonction des besoins de main-d'œuvre des entreprises de ces pays.

En Haïti, le constat est navrant. D'abord, la formation professionnelle et technique n'est pas suffisamment valorisée par les familles, et c'est là un euphémisme. Par exemple, il y a au pays un assez grand nombre d'ingénieurs de diverses disciplines formés pour des tâches de conception, mais peu de cadres intermédiaires bien formés et expérimentés pour accomplir des tâches d'exécution. Cela est tout aussi vrai dans le domaine de la construction que dans ceux de la mécanique automobile, de la mécanique et de l'électricité du bâtiment, de la climatisation, de l'électronique, des technologies biomédicales, et j'en passe. Il y a donc en Haïti un sérieux besoin de cadres intermédiaires bien formés pour exécuter des tâches techniques de manière professionnelle, selon de hautes normes de qualité. Ce ne sont pourtant pas les talents qui manquent. Nos jeunes qui vont à l'étranger arrivent très souvent à se dépasser dans des métiers qu'ils ont pour la plupart appris ici même en Haïti, après une certaine période de perfectionnement assortie de stages dans le pays d'adoption. Tout ce qu'il faudrait, c'est une prise de conscience, par les milieux d'affaires et l'État haïtiens, de l'importance du nécessaire arrimage qui doit se faire entre les besoins de compétences des entreprises et les programmes de formation offerts par les établissements du secteur. Cette prise de conscience doit amener les uns et les autres à définir et à animer des tables de concertation en vue de mettre à jour les besoins dynamiques du marché du travail et les programmes de formation offerts. Il faudrait aussi mettre en place un programme de stages à grande échelle à l'intention des étudiants en formation professionnelle et technique afin qu'ils puissent acquérir une expérience concrète et contextuelle sur le marché du travail. L'État pourrait avoir un rôle à jouer dans un tel programme de stages en proposant des incitatifs fiscaux ou financiers aux entreprises qui accueilleraient des étudiants en stage.

Le développement économique d'un pays est conditionné par la capacité de ce dernier à former la main-d'œuvre dont il a besoin pour répondre aux besoins des entreprises et de la société. Un grand nombre de personnes diplômées en formation professionnelle et technique au pays n'arrivent pas à se trouver un emploi. C'est décourageant pour ceux qui hésitent à se lancer dans des études dans ce secteur, ce qui contribue à aggraver la pénurie de

techniciens qualifiés dont les entreprises et le pays ont besoin pour se développer. N'est-ce pas le moment pour l'ensemble des acteurs – le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à travers l'INFP et les établissements d'enseignement, le secteur des affaires – d'unir leurs efforts afin de doter le pays de ce levier incontournable pour le développement que constitue la formation professionnelle et technique? ■



Rhum
Barbancourt[®]